



N° 602

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 7 décembre 2022.

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale,

(Procédure accélérée)

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE Mme Élisabeth BORNE,
Première ministre,

PAR Mme Catherine COLONNA,
ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

EXPOSÉ DES MOTIFS

La convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, dite « convention d'Espoo », prévoit, qu'au sein des États parties, des évaluations d'impact sur l'environnement soient conduites pour certaines activités et notifiées aux autres Parties pouvant être concernées. Cette convention est intéressante à double titre : d'une part, elle regroupe un nombre important d'activités potentiellement polluantes ; d'autre part, elle peut être mise en œuvre dans le cadre d'une coopération régionale pour couvrir une zone géographique donnée.

Le premier amendement a été adopté à la seconde réunion des Parties à la convention d'Espoo, qui s'est tenue les 26 et 27 février 2001 à Sofia, en Bulgarie. Cet amendement élargit la définition du terme « public », figurant à l'article 1^{er}, alinéa 10 de la convention, afin de préciser que le public autorisé à participer aux procédures prévues par la convention inclut la société civile, et notamment les organisations non gouvernementales.

En 2003, la cinquième conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » a adopté le protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, dit « protocole de Kiev ». Ce protocole complète la convention d'Espoo et permet d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement, y compris de son impact sur la santé humaine, lors de l'évaluation et de l'adoption des plans et des programmes dans le cadre du processus visant à parvenir à un développement durable, tant sur un plan national que transfrontière. Contrairement à la convention d'Espoo, le protocole ne se situe pas dans le seul cadre transfrontalier.

Le premier amendement contient un court préambule composé de trois paragraphes et d'un seul article, lui-même subdivisé en trois paragraphes :

Le *a* intègre dans le public devant être consulté en application de la convention d'Espoo « les associations, organisations ou groupes constitués » par celui-ci.

Le *b* ajoute à l'article 17 de la convention d'Espoo, après le paragraphe 2, un paragraphe 3 ouvrant l'adhésion à la convention à des États tiers à la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) avec l'accord de la Réunion des Parties.

Le *c* ajoute par ailleurs à la fin de l'article 17 de la convention d'Espoo un paragraphe 7 stipulant que toute nouvelle adhésion à la convention d'Espoo emporte adhésion simultanée de l'amendement.

Le protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale comprend vingt-six articles ainsi que cinq annexes :

L'article 1^{er} précise l'objet du protocole qui est d'assurer un degré élevé de protection de l'environnement en veillant notamment à ce que les considérations environnementales, y compris de santé, soient entièrement prises en compte dans l'élaboration des plans et des programmes.

L'article 2 définit les termes et expressions utilisés dans le cadre de ce protocole ainsi que ses règles d'interprétation. En particulier, la définition de plans et de programmes recouvre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives qui font l'objet d'un processus d'élaboration et/ou d'adoption par une autorité ou sont élaborés par une autorité aux fins d'adoption, suivant une procédure formelle, par le parlement ou le pouvoir exécutif.

L'article 3 prévoit des dispositions générales applicables aux Parties et aux tiers.

L'article 4 détaille le champ d'application concernant les plans et programmes dans les secteurs de l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie, y compris l'extraction minière, les transports, le développement régional, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou l'affectation des sols. Il précise *a contrario* les domaines exclus par ce protocole : les plans et programmes destinés uniquement à des fins de défense nationale ou de protection civile ; les plans et programmes financiers ou budgétaires.

L'article 5 prévoit des vérifications préliminaires en relation avec des projets relatifs à d'autres domaines ou relatifs notamment à l'utilisation de petites zones au niveau local.

L'article 6 délimite le champ de l'évaluation aux fins de déterminer les informations pertinentes à consigner dans le rapport environnemental, les

autorités responsables de l'environnement et de la santé à consulter et le public concerné par le processus de détermination des informations pertinentes.

L'article 7 décrit l'objet et le contenu du rapport environnemental : il détermine, décrit et évalue les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme et des solutions de remplacement raisonnables.

L'article 8 prévoit la participation du public à l'évaluation stratégique environnementale des plans et programmes.

L'article 9 prévoit à la consultation des autorités responsables de l'environnement et de la santé désignées par les Parties.

L'article 10 prévoit une procédure de consultation transfrontière : lorsqu'une Partie d'origine considère que la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme est susceptible d'avoir des effets transfrontières notables sur l'environnement et la santé, ou lorsqu'une Partie susceptible d'être concernée de manière notable en fait la demande, la Partie d'origine adresse, dès que possible avant l'adoption du plan ou du programme, une notification à la Partie concernée.

L'article 11 dispose que chaque Partie veille à ce que les plans ou programmes adoptés tiennent compte notamment des conclusions du rapport environnemental et des mesures envisagées pour prévenir, réduire ou atténuer les effets négatifs déterminés dans le rapport environnemental.

L'article 12 prévoit un suivi environnemental des plans et programmes adoptés conformément à l'article précédent afin, notamment, d'en déterminer à un stade précoce les effets négatifs imprévus et de pouvoir engager les actions palliatives appropriées.

L'article 13 concerne l'élaboration des politiques et des législations qui doivent être conformes aux principes et éléments du protocole ; il prévoit en outre un système de rapportage à la réunion des Parties à la convention des mesures prises par les États pour les mettre en œuvre.

L'article 14 prévoit que la réunion des Parties à la convention agit comme la réunion des Parties au protocole.

L'article 15 pose le principe selon lequel les dispositions pertinentes du protocole s'appliquent sans préjudice de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et de la

convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Les articles 16, 17 et 18 concernent respectivement le droit de vote des Parties au protocole, son secrétariat et ses annexes qui en font partie intégrante.

Conformément aux articles 19 et 20, les amendements au protocole et le règlement des différends sont régis par les mêmes règles que la convention.

L'article 21 prévoit que le présent protocole est ouvert à la signature des États membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) ainsi que des États dotés du statut consultatif auprès de ladite commission.

L'article 22 désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies comme dépositaire du protocole.

L'article 23 mentionne que le protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires visés à l'article 21. Il mentionne en outre que tout État, autre que ceux visés à l'article 21, qui est membre de l'Organisation des Nations unies, peut adhérer au protocole avec l'accord de la réunion des Parties.

Conformément à l'article 24, le protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

L'article 25 définit les règles de dénonciation du protocole. Enfin, l'article 26 présente les textes authentiques.

Telles sont les principales observations qu'appellent le premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et le protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale.

PROJET DE LOI

La Première ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, qui sera chargée d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Fait à Paris, le 7 décembre 2022.

Signé : Élisabeth BORNE

Par la Première ministre :

*La ministre de l'Europe
et des affaires étrangères*

Signé : Catherine COLONNA

Article 1^{er}

Est autorisée l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à Sofia le 27 février 2001.

Article 2

Est autorisée l'approbation du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale (ensemble cinq annexes), signé à Kiev le 21 mai 2003.

PREMIER AMENDEMENT

À LA CONVENTION ADOPTÉE À ESPOO LE 25 FÉVRIER 1991 SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DANS UN CONTEXTE TRANSFRONTIÈRE, ADOPTÉ À SOFIA LE 27 FÉVRIER 2001

La Réunion,

Désireuse de modifier la Convention d'Espoo afin de préciser que le public autorisé à participer aux procédures prévues par la Convention englobe la société civile et, en particulier, les organisations non gouvernementales,

Rappelant le paragraphe 13 de la déclaration ministérielle d'Oslo adoptée par les ministres de l'Environnement et le commissaire de l'Union européenne chargé des questions d'environnement, rassemblés à Oslo à l'occasion de la première réunion des Parties à la Convention d'Espoo,

Désireuse de permettre aux États qui n'appartiennent pas à la région de la CEE-ONU de devenir Parties à la Convention,

1. Adopte les amendements suivants à la Convention :

a) À la fin de l'alinéa x de l'article 1^{er}, après le mot : « morales », ajouter :

« et, conformément à la législation ou pratique nationale, les associations, organisations ou groupes constitués par celles-ci ».

b) À l'article 17, après le paragraphe 2, insérer le paragraphe suivant :

« 3. Tout autre État non visé au paragraphe 2 du présent article qui est membre de l'Organisation des Nations unies peut adhérer à la Convention avec l'accord de la Réunion des Parties. La Réunion des Parties ne peut examiner ni approuver une demande d'adhésion d'un tel État avant que les dispositions du présent paragraphe aient pris effet pour tous les États et organisations qui étaient Parties à la Convention le 27 février 2001. »

Et renuméroter en conséquence les paragraphes suivants.

c) A la fin de l'article 17, insérer le paragraphe suivant :

« 7. Tout État ou organisation qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention est réputé ratifier, accepter ou approuver simultanément l'amendement à la Convention énoncé dans la décision II/14 adoptée à la deuxième réunion des Parties. »

PROTOCOLE

À LA CONVENTION ADOPTÉE À ESPOO LE 25 FÉVRIER 1991 SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DANS UN CONTEXTE TRANSFRONTIÈRE RELATIF À L'ÉVALUATION STRATÉGIQUE ENVIRONNEMENTALE (ENSEMBLE CINQ ANNEXES), SIGNÉ À KIEV LE 21 MAI 2003

Les Parties au présent protocole,

Reconnaissant qu'il est important de tenir compte de l'environnement, y compris de la santé, lors de l'élaboration et de l'adoption des plans, des programmes et, selon qu'il convient, des politiques et des textes de loi,

Résolues à promouvoir un développement durable et se fondant en conséquence sur les conclusions de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, Brésil, en 1992), en particulier sur les principes 4 et 10 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et sur le programme Action 21, ainsi que sur les résultats de la troisième conférence ministérielle sur l'environnement et la santé (Londres, 1999) et du sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, Afrique du Sud, 2002),

Gardant à l'esprit la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière adoptée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991 et la décision II/9 des Parties réunies à Sofia les 26 et 27 février 2001, concernant l'établissement d'un protocole juridiquement contraignant relatif à l'évaluation stratégique environnementale,

Reconnaissant que l'évaluation stratégique environnementale devrait jouer un rôle important dans la préparation et l'adoption des plans, des programmes et, selon qu'il convient, des politiques et des textes de loi et que l'application plus large des principes régissant cette évaluation aux plans, aux programmes, aux politiques et aux textes de loi aura pour effet de renforcer encore l'analyse systématique de leurs effets notables sur l'environnement,

Prenant note de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement adoptée à Aarhus (Danemark) le 25 juin 1998, et prenant note des paragraphes pertinents de la déclaration de Lucques adoptée par la première réunion des Parties à cette convention,

Considérant par conséquent qu'il est important de garantir la participation du public à l'évaluation stratégique environnementale,

Conscientes des avantages qui en découleront pour la santé et le bien-être des générations actuelles et futures si la nécessité de protéger et d'améliorer la santé des personnes est prise en compte en tant que partie intégrante de l'évaluation stratégique environnementale et prenant en considération les travaux dirigés par l'Organisation mondiale de la santé à cet égard,

Sachant qu'il est nécessaire et important de renforcer la coopération internationale aux fins de l'évaluation des effets transfrontières sur l'environnement, y compris sur la santé, des plans et programmes envisagés et, selon qu'il convient, des politiques et textes de loi envisagés,

sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent protocole a pour objet d'assurer un degré élevé de protection de l'environnement, y compris de la santé :

a) en veillant à ce que les considérations d'environnement, y compris de santé, soient entièrement prises en compte dans l'élaboration des plans et des programmes ;

b) en contribuant à la prise en considération des préoccupations d'environnement, y compris de santé, dans l'élaboration des politiques et des textes de loi ;

c) en établissant des procédures claires, transparentes et efficaces d'évaluation stratégique environnementale ;

d) en assurant la participation du public à l'évaluation stratégique environnementale ; et

e) en intégrant, par ces moyens, les préoccupations d'environnement, y compris de santé, aux mesures et instruments destinés à promouvoir le développement durable.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent protocole :

1. Le terme « convention » désigne la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ;

2. Le terme « Partie » désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante au présent protocole ;

3. L'expression « Partie d'origine » désigne la (ou les) Partie(s) au présent protocole sous la juridiction de laquelle (ou desquelles) il est envisagé d'élaborer un plan ou un programme ;

4. L'expression « Partie touchée » désigne la (ou les) Partie(s) au présent protocole susceptible(s) d'être touchée(s) par les effets transfrontières sur l'environnement, y compris sur la santé, d'un plan ou d'un programme ;

5. L'expression « plans et programmes » désigne les plans et programmes ainsi que les modifications y relatives, qui :

- a) sont prescrits par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives ; et
- b) font l'objet d'un processus d'élaboration et/ou d'adoption par une autorité ou sont élaborés par une autorité aux fins d'adoption, suivant une procédure formelle, par le parlement ou le pouvoir exécutif ;

6. L'expression « évaluation stratégique environnementale » désigne l'évaluation des effets probables sur l'environnement, y compris sur la santé, qui comprend la délimitation du champ d'un rapport environnemental et son élaboration, la mise en œuvre d'un processus de participation et de consultation du public et la prise en compte du rapport environnemental et des résultats du processus de participation et de consultation du public dans un plan ou programme ;

7. L'expression « effet sur l'environnement, y compris sur la santé » désigne tout effet sur l'environnement, y compris sur la santé de l'homme, la flore, la faune, la diversité biologique, les sols, le climat, l'air, l'eau, les paysages, les sites naturels, les biens matériels, le patrimoine culturel et l'interaction entre ces facteurs ;

8. Le terme « public » désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, selon la législation ou la coutume du pays, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes.

Article 3

Dispositions générales

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, réglementaires et autres nécessaires pour appliquer les dispositions du présent protocole dans un cadre précis et transparent.

2. Chaque Partie tâche de faire en sorte que les agents et les autorités aident le public et lui donnent des conseils dans les domaines visés par le présent protocole.

3. Chaque Partie accorde la reconnaissance et l'appui voulus aux associations, organisations ou groupes qui œuvrent en faveur de la protection de l'environnement, y compris de la santé, dans le contexte du présent protocole.

4. Les dispositions du présent protocole ne portent pas atteinte au droit des Parties de maintenir ou d'adopter des mesures supplémentaires à l'égard des questions visées par le présent protocole.

5. Chaque Partie œuvre en faveur des objectifs du présent protocole dans les processus décisionnels internationaux pertinents et dans le cadre des organisations internationales compétentes.

6. Chaque Partie veille à ce que les personnes qui exercent leurs droits conformément aux dispositions du présent protocole ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou harcelées de ce fait. La présente disposition ne porte nullement atteinte au pouvoir des tribunaux nationaux d'accorder des dépens d'un montant raisonnable à l'issue d'une procédure judiciaire.

7. Dans les limites du champ des dispositions pertinentes du présent protocole, le public a la possibilité d'exercer ses droits sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activité.

Article 4

Champ d'application concernant les plans et programmes

1. Chaque Partie veille à ce qu'une évaluation stratégique environnementale soit effectuée pour les plans et programmes visés aux paragraphes 2, 3 et 4 susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé.

2. Une évaluation stratégique environnementale est effectuée pour les plans et programmes qui sont élaborés pour l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie, y compris l'extraction minière, les transports, le développement régional, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou l'affectation des sols, et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés à l'annexe I, ainsi que de tout autre projet énuméré à l'annexe II qui doit faire l'objet d'une évaluation stratégique en vertu de la législation nationale, pourra être autorisée à l'avenir.

3. Pour les plans et programmes autres que ceux auxquels s'applique le paragraphe 2 et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, une évaluation stratégique environnementale est effectuée si une Partie en décide ainsi conformément au paragraphe 1 de l'article 5.

4. Pour les plans et programmes visés au paragraphe 2 qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local et pour les modifications mineures des plans et programmes visés au paragraphe 2, une évaluation stratégique environnementale n'est effectuée que si une Partie en décide ainsi conformément au paragraphe 1 de l'article 5.

5. Ne sont pas couverts par le présent protocole :

- a) les plans et programmes destinés uniquement à des fins de défense nationale ou de protection civile ;
- b) les plans et programmes financiers ou budgétaires.

Article 5

Vérification préliminaire

1. Chaque Partie détermine si les plans et programmes visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4 sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé, en procédant soit à un examen au cas par cas, soit à une spécification des types de plans et programmes, soit encore en combinant ces deux démarches. Pour ce faire, chaque Partie tient compte, en tout état de cause, des critères fixés à l'annexe III.

2. Chaque Partie veille à ce que les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient consultées lors de l'application des procédures visées au paragraphe 1.

3. Selon qu'il convient, chaque Partie tâche de donner au public concerné la possibilité de participer à la vérification préliminaire des plans et programmes au titre du présent article.

4. Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que les conclusions auxquelles elle aboutit au titre du paragraphe 1, y compris les raisons de ne pas prévoir une évaluation stratégique environnementale, soient mises à la disposition du public en temps voulu, par voie d'un avis au public ou par d'autres moyens appropriés, y compris des médias électroniques.

Article 6

Délimitation du champ de l'évaluation

1. Chaque Partie adopte des dispositions aux fins de déterminer les informations pertinentes à consigner dans le rapport environnemental conformément au paragraphe 2 de l'article 7.

2. Chaque Partie veille à ce que les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient consultées au moment de déterminer les informations pertinentes à consigner dans le rapport environnemental.

3. Selon qu'il convient, chaque Partie tâche de donner au public concerné la possibilité de participer au processus de détermination des informations pertinentes à consigner dans le rapport environnemental.

Article 7

Rapport environnemental

1. Pour les plans et programmes qui doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale, chaque Partie veille à ce qu'un rapport environnemental soit élaboré.

2. Ce rapport détermine, décrit et évalue, conformément à la délimitation du champ effectuée au titre de l'article 6, les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme et des solutions de remplacement raisonnables. Il comprend les informations spécifiées à l'annexe IV qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu :

- a) des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes ;
- b) du contenu et du degré de précision du plan ou du programme et de l'état d'avancement du processus décisionnel ;
- c) de l'intérêt du public ; et
- d) des besoins d'information de l'organe décisionnaire.

3. Chaque Partie veille à ce que les rapports environnementaux aient la qualité voulue pour satisfaire aux prescriptions du présent protocole.

Article 8

Participation du public

1. Chaque Partie veille à ce que le public ait la possibilité de participer de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, lorsque toutes les options sont encore envisageables, à l'évaluation stratégique environnementale des plans et programmes.

2. Chaque Partie veille à ce que, par des médias électroniques ou d'autres moyens appropriés, le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental soient mis à la disposition du public en temps voulu.

3. Chaque Partie veille à ce que le public concerné, y compris les organisations non gouvernementales intéressées, soit identifié aux fins des paragraphes 1 et 4.

4. Chaque Partie veille à ce que le public visé au paragraphe 3 ait la possibilité de donner son avis sur le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental dans des délais raisonnables.

5. Chaque Partie veille à ce que les dispositions précises à prendre pour informer le public et consulter le public concerné soient arrêtées et rendues publiques. A cet effet, chaque Partie tient compte, selon qu'il convient, des éléments énumérés à l'annexe V.

Article 9

Consultation des autorités responsables de l'environnement et de la santé

1. Chaque Partie désigne les autorités à consulter ; il s'agit des autorités qui, du fait des responsabilités particulières qu'elles assument dans le domaine de l'environnement ou de la santé, sont susceptibles d'être concernées par les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme.

2. Le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental sont mis à la disposition des autorités visées au paragraphe 1.

3. Chaque Partie veille à ce que les autorités visées au paragraphe 1 aient de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, la possibilité de donner leur avis sur le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental.

4. Chaque Partie arrête les dispositions précises à prendre pour informer et consulter les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1.

Article 10

Consultations transfrontières

1. Lorsqu'une Partie d'origine considère que la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme est susceptible d'avoir des effets transfrontières notables sur l'environnement, y compris sur la santé, ou lorsqu'une Partie susceptible d'être touchée de manière notable en fait la demande, la Partie d'origine adresse, dès que possible avant l'adoption du plan ou du programme, une notification à la Partie touchée.

2. La notification contient notamment :

a) le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental, notamment des informations sur les effets transfrontières probables de la mise en œuvre du plan ou du programme ; et

b) des informations sur la procédure de prise de décisions, y compris l'indication d'un délai raisonnable pour la communication d'observations.

3. La Partie touchée fait savoir à la Partie d'origine, dans le délai fixé dans la notification, si elle souhaite engager des consultations avant l'adoption du plan ou du programme et, le cas échéant, les Parties concernées engagent des consultations au sujet des effets transfrontières probables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme, et des mesures envisagées pour en prévenir, réduire ou atténuer les effets négatifs.

4. Lorsque de telles consultations ont lieu, les Parties concernées conviennent des dispositions précises à prendre pour veiller à ce que le public concerné et les autorités de la Partie touchée visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient informés et puissent donner leur avis dans des délais raisonnables au sujet du projet de plan ou de programme et du rapport environnemental.

Article 11

Décision

1. Chaque Partie veille à ce que les plans ou programmes adoptés tiennent dûment compte :

a) des conclusions du rapport environnemental ;

b) des mesures envisagées pour prévenir, réduire ou atténuer les effets négatifs déterminés dans le rapport environnemental ; et

c) des observations reçues conformément aux articles 8 à 10.

2. Chaque Partie veille, lorsqu'un plan ou un programme est adopté, à ce que le public, les autorités visées au paragraphe 1 de l'article 9 et les Parties consultées conformément à l'article 10 en soient informés et à ce que le plan ou programme leur soit communiqué, accompagné d'une déclaration résumant la manière dont les considérations d'environnement, y compris de santé, y ont été intégrées, la manière dont les observations reçues conformément aux articles 8 à 10 ont été prises en considération ainsi que les raisons de son adoption compte tenu des autres solutions raisonnables qui avaient été envisagées.

Article 12

Suivi

1. Chaque Partie assure le suivi des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre des plans et programmes adoptés au titre de l'article 11 afin, notamment, d'en déterminer à un stade précoce les effets négatifs imprévus et de pouvoir engager les actions palliatives appropriées.

2. Les résultats des activités de suivi entreprises sont communiqués, conformément à la législation nationale, aux autorités visées au paragraphe 1 de l'article 9 ainsi qu'au public.

Article 13

Politiques et législation

1. Chaque Partie s'efforce de veiller à ce que les préoccupations d'environnement, y compris de santé, soient prises en considération et intégrées, selon qu'il convient, dans le processus d'élaboration de ses projets de textes politiques ou législatifs qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé.

2. Lors de l'application du paragraphe 1, chaque Partie prend en considération les principes et les éléments pertinents du présent protocole.

3. Chaque Partie arrête, le cas échéant, les modalités pratiques de la prise en considération et de l'intégration des préoccupations d'environnement, y compris de santé, conformément au paragraphe 1, en tenant compte de la nécessité d'assurer la transparence du processus décisionnel.

4. Chaque Partie rend compte à la réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole des mesures qu'elle prend pour mettre en œuvre le présent article.

Article 14

Réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des parties au protocole

1. La réunion des Parties à la convention fait fonction de réunion des Parties au présent protocole. La première réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur du protocole, et à l'occasion d'une réunion des Parties à la convention si une telle réunion est prévue dans ce délai. Par la suite, les réunions des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole se tiendront à l'occasion des réunions des Parties à la convention, à moins que la réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole n'en décide autrement.

2. Les Parties à la convention qui ne sont pas parties au présent protocole peuvent assister en qualité d'observateurs aux débats de toute session de la réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole. Lorsque la réunion des Parties à la convention agit comme réunion des Parties au protocole, les décisions au titre du présent protocole ne peuvent être prises que par les Parties audit protocole.

3. Lorsque la réunion des Parties à la convention fait fonction de réunion des Parties au présent protocole, tout membre du Bureau de la réunion des Parties représentant une Partie à la convention qui n'est pas, au moment considéré, partie au protocole, est remplacé par un autre membre qui sera élu par les Parties au présent protocole et parmi celles-ci.

4. La réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole suit en permanence la mise en œuvre du présent protocole et, à cet effet :

a) examine les politiques appliquées et les démarches méthodologiques suivies aux fins de l'évaluation stratégique environnementale en vue d'améliorer encore les procédures prévues dans le présent protocole ;

b) procède à un échange d'informations sur l'expérience acquise dans le domaine de l'évaluation stratégique environnementale et dans le cadre de la mise en œuvre du présent protocole ;

c) fait appel, lorsqu'il y a lieu, aux services et au concours des organes dont la compétence peut être utile à la réalisation des objectifs du présent protocole ;

d) établit les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires pour la mise en œuvre du présent protocole ;

e) examine et adopte, s'il y a lieu, des propositions d'amendement au présent protocole ; et

f) envisage et entreprend toute autre action, notamment sous la forme d'initiatives conjointes au titre du présent protocole et de la convention, qui peut se révéler nécessaire à la réalisation des objectifs du présent protocole.

5. Le règlement intérieur de la réunion des Parties à la convention s'applique *mutatis mutandis* dans le cadre du présent protocole, à moins que la réunion des Parties agissant comme réunion des Parties au présent protocole n'en décide autrement par consensus.

6. La première réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole examine et adopte les modalités à suivre pour appliquer au présent protocole la procédure d'examen du respect des dispositions de la convention.

7. Chaque Partie rend compte à la réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au présent protocole, à des intervalles qui seront fixés par ladite réunion, des mesures qu'elle prend pour mettre en œuvre le protocole.

Article 15

Lien avec d'autres accords internationaux

Les dispositions pertinentes du présent protocole s'appliquent sans préjudice de la convention de la CEE-ONU sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et de la convention de la CEE-ONU sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Article 16

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après, chaque Partie au présent protocole dispose d'une voix.
2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties au présent protocole.

Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

Article 17

Secrétariat

Le secrétariat créé en application de l'article 13 de la convention assure le secrétariat du présent protocole et les paragraphes *a)* à *c)* de l'article 13 de la convention relatifs aux fonctions du secrétariat s'appliquent *mutatis mutandis* au présent protocole.

Article 18

Annexes

Les annexes du présent protocole font partie intégrante de ce dernier.

Article 19

Amendements au protocole

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent protocole.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la procédure de proposition, d'adoption et d'entrée en vigueur des amendements à la convention établie aux paragraphes 2 à 5 de l'article 14 de la convention s'applique *mutatis mutandis* aux amendements au présent protocole.
3. Aux fins du présent protocole, la proportion des trois quarts des Parties requise pour qu'un amendement entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont ratifié, approuvé ou accepté est calculée sur la base du nombre de Parties à la date de l'adoption de l'amendement.

Article 20

Règlement des différends

Les dispositions de l'article 15 de la convention relatives au règlement des différends s'appliquent *mutatis mutandis* au présent protocole.

Article 21

Signature

Le présent protocole est ouvert à la signature des États membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des États dotés du statut consultatif auprès de la commission économique pour l'Europe en vertu des paragraphes 8 et 11 de la résolution 36 (IV) du conseil économique et social en date du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains, membres de la commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour les matières dont traite le présent protocole, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Kiev (Ukraine) du 21 au 23 mai 2003, puis au siège de l'Organisation des Nations unies à New York jusqu'au 31 décembre 2003.

Article 22

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies remplit les fonctions de dépositaire du présent protocole.

Article 23

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires visés à l'article 21.
2. Le présent protocole est ouvert à l'adhésion des États et des organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 21 à compter du 1^{er} janvier 2004.

3. Tout État, autre que ceux visés au paragraphe 2 ci-dessus, qui est membre de l'Organisation des Nations unies, peut adhérer au protocole avec l'accord de la réunion des Parties à la convention agissant comme réunion des Parties au protocole.

4. Toute organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 21 qui devient Partie au présent protocole sans qu'aucun de ses États membres n'y soit partie est liée par toutes les obligations qui découlent du protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont Parties au présent protocole, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations qui en découlent. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent du présent protocole.

5. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 21 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite le présent protocole.

En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification notable de l'étendue de leur compétence.

Article 24

Entrée en vigueur

1. Le présent protocole entre en vigueur le quatre-vingt dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 21 ne s'ajoute pas à ceux déposés par les États membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque État ou organisation d'intégration économique régionale visé à l'article 21 qui ratifie, accepte ou approuve le présent protocole ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. Le présent protocole s'applique aux plans, programmes, politiques et textes de loi dont le premier acte préparatoire officiel est postérieur à la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Lorsque la Partie sous la juridiction de laquelle il est envisagé d'élaborer un plan, un programme, une politique ou un texte de loi est une Partie à laquelle s'applique le paragraphe 3, le présent protocole s'applique aux plans, programmes, politiques et textes de loi dont le premier acte préparatoire officiel est postérieur à la date à laquelle le présent protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

Article 25

Dénonciation

À tout moment après l'expiration d'un délai de quatre ans commençant à courir à la date à laquelle le présent protocole entre en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le protocole par notification écrite adressée au Dépositaire. La dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de sa réception par le Dépositaire. Cette dénonciation n'a aucune incidence sur l'application des articles 5 à 9, 11 et 13 concernant les évaluations stratégiques environnementales qui ont déjà été lancées au titre du présent protocole, ou sur l'application de l'article 10 concernant les notifications ou les demandes qui ont déjà été adressées, avant que la dénonciation ait pris effet.

Article 26

Textes authentiques

L'original du présent protocole, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003.

A N N E X E I

LISTE DES PROJETS VISÉS AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4

1. Raffineries de pétrole (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut) et installations de gazéification et de liquéfaction d'au moins 500 tonnes métriques de charbon ou de schiste bitumineux par jour.

2. Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance calorifique d'au moins 300 mégawatts et centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et des matières fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kilowatt de charge thermique continue).

3. Installations destinées uniquement à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires, au retraitement de combustibles nucléaires irradiés ou au stockage, à l'élimination et au traitement de déchets radioactifs.

4. Grandes installations de première fusion de la fonte et de l'acier et de production de métaux non ferreux.

5. Installations destinées à l'extraction de l'amiante et au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits amiantés : pour les produits en amiante-ciment, une production annuelle de plus de 20 000 tonnes métriques de produits finis ; pour les garnitures de friction, une production annuelle de plus de 50 tonnes métriques de produits finis ; et pour les autres utilisations de l'amiante, une utilisation de plus de 200 tonnes métriques par an.

6. Installations chimiques intégrées.

7. Construction d'autoroutes, de routes expresses (1) et de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance ainsi que d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 mètres.

8. Oléoducs et gazoducs de grand diamètre.

9. Ports de commerce ainsi que voies navigables et ports de navigation intérieure permettant le passage de bateaux de plus de 1 350 tonnes métriques.

10. Installations d'élimination des déchets toxiques ou dangereux par incinération, traitement chimique ou mise en décharge.

11. Grands barrages et réservoirs.

12. Dispositifs de captage des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter atteint ou dépasse 10 millions de mètres cubes.

13. Installations de fabrication de papier et de pâte à papier produisant au moins 200 tonnes métriques séchées à l'air par jour.

14. Grands sites d'exploitation minière, d'extraction et de traitement de minerais métalliques ou de charbon.

15. Installations de production d'hydrocarbures en mer.

16. Grandes installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques et de produits chimiques.

17. Déboisement de grandes superficies.

ANNEXE II

TOUS AUTRES PROJETS VISÉS AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4

1. Projets de remembrement rural.

2. Projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues seminaturelles à l'exploitation agricole intensive.

3. Projets d'hydraulique agricole, y compris projets d'irrigation et de drainage de terres.

4. Installations d'élevage intensif (y compris les exploitations avicoles).

5. Premier boisement et déboisement aux fins de la reconversion des sols.

6. Pisciculture intensive.

7. Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (2), y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kilowatt de charge thermique continue), non visés à l'annexe I.

8. Construction de lignes aériennes de transport d'énergie électrique, d'une tension de 220 kilovolts ou plus et d'une longueur de 15 kilomètres ou plus et autres projets de transport d'énergie électrique par lignes aériennes.

9. Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, de vapeur et d'eau chaude.

10. Installations industrielles destinées au transport de gaz, de vapeur et d'eau chaude.

11. Stockage aérien de combustibles fossiles et de gaz naturel.

12. Stockage souterrain de gaz combustibles.

13. Agglomération industrielle de houille et de lignite.

14. Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique.

15. Installations destinées à l'exploitation de l'énergie éolienne pour la production d'énergie (parcs éoliens).

(1) Au sens du présent protocole :

« Autoroute » désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui :

a) Sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens ;

b) Ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons ; et

c) Est spécialement signalée comme étant une autoroute : « Route express » désigne une route réservée à la circulation automobile, accessible seulement par des échangeurs ou des carrefours réglementés et sur laquelle, en particulier, il est interdit de s'arrêter et de stationner sur la chaussée.

(2) Au sens du présent protocole, les centrales nucléaires et les autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés ont été définitivement retirés du site d'implantation.

16. Installations, non visées à l'annexe I, destinées :
 - à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires ;
 - au traitement de combustibles nucléaires irradiés ;
 - à l'élimination définitive de combustibles nucléaires irradiés ;
 - exclusivement à l'élimination définitive de déchets radioactifs ;
 - exclusivement au stockage (prévu pour plus de dix ans) de combustibles nucléaires irradiés dans un site différent du site de production ; ou
 - au traitement et au stockage de déchets radioactifs.
17. Carrières, exploitations minières à ciel ouvert et tourbières non visées à l'annexe I.
18. Exploitation minière souterraine non visée à l'annexe I.
19. Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial.
20. Forages en profondeur (notamment les forages géothermiques, les forages pour le stockage des déchets nucléaires et les forages pour l'approvisionnement en eau), à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols.
21. Installations industrielles de surface pour l'extraction du charbon, du pétrole, du gaz naturel et des minerais, ainsi que de schiste bitumineux.
22. Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier non visées à l'annexe I.
23. Installations destinées à la production de fonte ou d'acier (de première ou seconde fusion), notamment en coulée continue.
24. Installations destinées à la transformation des métaux ferreux (laminage à chaud, forgeage par martelage, application de couches de protection de métal en fusion).
25. Fonderies de métaux ferreux.
26. Installations destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires selon des procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques, non visées à l'annexe I.
27. Installations de fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, à l'exclusion des métaux précieux, y compris les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie, etc.), non visées à l'annexe I.
28. Installations de traitement de surface des métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique.
29. Construction et assemblage de véhicules automobiles et construction de moteurs pour ceux-ci.
30. Chantiers navals.
31. Installations pour la construction et la réparation d'avions.
32. Construction de matériel ferroviaire.
33. Emboutissage de fonds à l'explosif.
34. Installations de calcination et de frittage de minerais métalliques.
35. Cokeries (distillation sèche du charbon).
36. Cimenteries.
37. Installations destinées à la fabrication de verre, y compris de fibres de verre.
38. Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales.
39. Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques (simples ou réfractaires), de carrelages, de grès ou de porcelaines.
40. Installations destinées à la fabrication de produits chimiques ou au traitement de produits intermédiaires, non visées à l'annexe I.
41. Fabrication de pesticides et de produits pharmaceutiques, de peintures et de vernis, d'élastomères et de peroxydes.
42. Installations de stockage du pétrole, de produits pétrochimiques et de produits chimiques, non visées à l'annexe I.
43. Industrie des corps gras animaux et végétaux.
44. Conditionnement et conserverie de produits animaux et végétaux.
45. Fabrication de produits laitiers.
46. Brasserie et malterie.
47. Fabrication de confiseries et de sirops.
48. Abattoirs.
49. Féculeries industrielles.
50. Usines de farine de poisson et d'huile de poisson.
51. Sucreries.
52. Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton, non visées à l'annexe I.
53. Usines destinées au prétraitement ou à la teinture de fibres ou de textiles.

54. Tanneries.
55. Installations de production et de traitement de la cellulose.
56. Fabrication et traitement de produits à base d'élastomères.
57. Installations destinées à la fabrication de fibres minérales artificielles.
58. Installations destinées à la récupération ou à la destruction de substances explosives.
59. Installations de production d'amiante et de fabrication de produits amiantés, non visées à l'annexe I.
60. Ateliers d'équarrissage.
61. Bancs d'essai pour moteurs, turbines ou réacteurs.
62. Pistes permanentes de course et d'essai pour véhicules motorisés.
63. Gazoducs et oléoducs non visés à l'annexe I.
64. Canalisations servant au transport de produits chimiques d'un diamètre supérieur à 800 mm et d'une longueur supérieure à 40 km.
65. Construction de plates-formes ferroviaires et intermodales et de terminaux intermodaux, non visée à l'annexe I.
66. Construction de tramways, métros aériens et souterrains, lignes suspendues ou lignes analogues de type particulier servant exclusivement ou principalement au transport de personnes.
67. Construction de routes, y compris l'alignement et/ou l'élargissement d'une route existante, non visée à l'annexe I.
68. Construction de ports et d'installations portuaires, y compris de ports de pêche, non visée à l'annexe I.
69. Construction de voies navigables et de ports de navigation intérieure, non visée à l'annexe I.
70. Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports, non visés à l'annexe I.
71. Travaux de canalisation et d'intervention en cas d'inondation.
72. Construction d'aéroports (1) et d'aérodromes, non visée à l'annexe I.
73. Installations d'élimination des déchets (y compris la mise en décharge), non visées à l'annexe I.
74. Installations d'incinération ou de traitement chimique des déchets non dangereux.
75. Stockage de ferrailles, y compris les épaves de véhicules.
76. Sites de dépôt de boues.
77. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines, non visés à l'annexe I.
78. Ouvrages servant au transvasement des ressources hydrauliques entre bassins fluviaux.
79. Installations de traitement des eaux résiduaires.
80. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable ou de façon permanente, non visés à l'annexe I.
81. Ouvrages côtiers destinés à combattre l'érosion et travaux maritimes capables de modifier la côte par la construction, par exemple, de digues, de môles, de jetées et d'autres ouvrages de défense contre la mer, à l'exclusion de l'entretien et de la reconstruction de ces ouvrages.
82. Installation d'aqueducs sur de longues distances.
83. Pistes de ski, remontées mécaniques et téléphériques et aménagements associés.
84. Ports de plaisance.
85. Villages de vacances et complexes hôteliers à l'extérieur des zones urbaines et aménagements associés.
86. Terrains de camping et de caravaning permanents.
87. Parcs d'attractions à thème.
88. Projets d'aménagement de zones industrielles.
89. Projets d'aménagement urbain, y compris la construction de centres commerciaux et de parkings.
90. Assèchement de terres gagnées sur la mer.

(1) Au sens du présent protocole, la notion d'« aéroports » correspond à la définition donnée dans la convention de Chicago de 1944, constituant l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14).

ANNEXE III

CRITÈRES PERMETTANT DE DÉTERMINER LES EFFETS NOTABLES PROBABLES SUR L'ENVIRONNEMENT, Y COMPRIS SUR LA SANTÉ, VISÉS AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 5

1. L'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations d'environnement, y compris de santé, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable.
2. La mesure dans laquelle le plan ou le programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources.
3. La mesure dans laquelle le plan ou le programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé.

4. Les problèmes d'environnement, y compris de santé, liés au plan ou au programme.
5. Les caractéristiques des effets sur l'environnement, y compris sur la santé, telles que la probabilité, la durée, la fréquence, le caractère réversible ou non, l'ampleur et l'étendue (zone géographique ou taille de la population susceptible d'être touchée).
6. Les risques pour l'environnement, y compris pour la santé.
7. Le caractère transfrontière des effets.
8. La mesure dans laquelle le plan ou le programme aura des retombées sur des zones précieuses ou vulnérables, y compris des paysages dotés d'un statut de protection reconnu au niveau national ou international.

ANNEXE IV

INFORMATIONS VISÉES AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 7

1. Le contenu et les objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans ou programmes.
2. Les aspects pertinents de l'état de l'environnement, y compris de la santé, au moment considéré, et leur évolution probable si le plan ou le programme n'est pas mis en œuvre.
3. Les caractéristiques de l'environnement, y compris de la santé, dans les zones susceptibles d'être touchées de manière notable.
4. Les problèmes d'environnement, y compris de santé, liés au plan ou au programme.
5. Les objectifs en matière d'environnement, y compris de santé, établis au niveau international ou national ou à d'autres niveaux, qui sont pertinents pour le plan ou le programme, et la manière dont ces objectifs et d'autres considérations d'environnement, y compris de santé, ont été pris en considération lors de l'élaboration du plan ou du programme.
6. Les effets (1) sur l'environnement, y compris sur la santé, probables tels que définis au paragraphe 7 de l'article 2.
7. Les mesures permettant de prévenir, de réduire ou d'atténuer tout effet négatif notable que la mise en œuvre du plan ou du programme pourrait avoir sur l'environnement, y compris sur la santé.
8. Les raisons qui ont présidé au choix des solutions de remplacement envisagées et une description de la manière dont l'évaluation a été entreprise, avec indication des difficultés qui ont été rencontrées : déficiences techniques ou lacunes dans les connaissances, par exemple lorsqu'il s'est agi de fournir les informations à incorporer.
9. Les mesures envisagées pour suivre les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme.
10. Les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé, à l'échelle transfrontière.
11. Les informations fournies, résumées en termes non techniques.

ANNEXE V

INFORMATIONS VISÉES AU PARAGRAPHE 5 DE L'ARTICLE 8

1. Le plan ou le programme envisagé et sa nature.
2. L'autorité chargée de l'adopter.
3. La procédure envisagée, à savoir :
 - a) la date à laquelle la procédure débutera ;
 - b) les possibilités de participation offertes au public ;
 - c) la date et le lieu de toute audition publique envisagée ;
 - d) l'autorité à laquelle il est possible de s'adresser pour obtenir les informations pertinentes et le lieu où le dossier d'information pertinent a été déposé pour que le public puisse le consulter ;
 - e) l'autorité à laquelle des observations ou des questions peuvent être soumises et le délai fixé pour la communication d'observations ou de questions ; et
 - f) les informations sur l'environnement, y compris la santé, disponibles intéressant le plan ou le programme envisagé.
4. Indication du fait que le plan ou le programme est susceptible ou non de faire l'objet d'une procédure d'évaluation transfrontière.

(1) Les effets devront englober les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, moyen et long terme, permanents et temporaires, positifs et négatifs.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères

TEXTE SOUMIS À LA DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi

autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale

NOR : EAEJ2225955L/Bleue-1

ÉTUDE D'IMPACT

I. Situation de référence

Le respect des frontières et la question des impacts transfrontaliers ont une importance géostratégique évidente.

La convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (dite « Convention d'Espoo ») a été signée à Espoo le 25 février 1991, par les conseillers des gouvernements des pays de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE - ONU), dont la France. Cette convention prévoit que, dans les États parties, des évaluations d'impact sur l'environnement soient conduites pour certaines activités à risque identifiées par domaine et notifiées aux autres Parties pouvant être concernées. Plus précisément, les États frontaliers concernés (dits « Parties d'origine ») doivent notifier à leur voisins concernés (dits « Parties touchées ») tout projet majeur à l'étude s'il est susceptible d'avoir un impact transfrontalier significatif et préjudiciable à l'environnement. Les « Parties concernées » doivent se consulter pour réduire ou éliminer ces impacts. Cette convention met en œuvre le principe d'action préventive et corrective à la source des atteintes à l'environnement. Les activités concernées sont listées dans l'Appendice I de la Convention d'Espoo et comprennent, par exemple, les activités liées aux raffineries de pétrole et installations pour la gazéification, aux centrales thermiques, aux constructions d'autoroutes et de barrages hydrauliques, ou encore à la production d'hydrocarbures.

La convention d'Espoo a été approuvée le 24 juin 1997 par l'Union européenne et le 15 juin 2001 par la France. Dans le cadre de la préparation des positions européennes en amont des Conférences des Parties de cette convention, la France est régulièrement sollicitée afin de finaliser la ratification du premier amendement et du protocole de Kiev, tout comme la Belgique, l'Irlande et la Grèce.

La France applique cette convention, notamment avec la Suisse (projets autoroutiers et éoliens), le Royaume-Uni ou la Belgique (éoliennes en mer), ainsi que l'Allemagne et l'Autriche (nucléaire).

A. Premier amendement à la Convention

En 2001, la deuxième réunion des Parties a adopté la décision II/14 relative à un amendement à la convention d'Espoo. Cet amendement élargit la définition du terme « public » figurant à l'article 1^{er}, alinéa x, de la convention afin de préciser que le public autorisé à participer aux procédures prévues par la convention inclut la société civile, et notamment les organisations non gouvernementales (ONG). Par ailleurs, il ouvre la convention à l'adhésion de pays ne relevant pas de la CEE-ONU sur approbation de la réunion des Parties. L'élargissement de la définition du terme « public » tout comme l'ouverture de la convention à l'adhésion d'États, ne faisant pas partie de la région relevant de la CEE-ONU, sont essentiels pour sensibiliser le public aux questions environnementales et promouvoir une mise en œuvre et un respect plus larges de la législation en matière d'environnement. Le premier amendement à la convention contribue donc au renforcement des politiques de protection de l'environnement et à l'amélioration de leur efficacité.

B. Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

Le protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, dit « protocole de Kiev », complète la convention d'Espoo en permettant d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement, y compris de son impact sur la santé humaine, lors de l'évaluation et de l'adoption des plans et des programmes¹ dans le cadre du processus visant à parvenir à un développement durable, tant sur un plan national que transfrontière. Contrairement à la convention d'Espoo, le protocole ne se situe pas dans le seul cadre transfrontalier.

II. Historique des négociations

A. Premier amendement à la convention

Le premier amendement a été adopté à la seconde réunion des Parties à la convention d'Espoo, tenue les 26 et 27 février 2001 à Sofia, en Bulgarie, sur proposition de la délégation bulgare et sans difficulté².

B. Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

Un groupe de travail spécial a été créé par la décision II/9 prise lors de la deuxième réunion des Parties à la convention, les 26 et 27 février 2001 à Sofia, en Bulgarie. Après huit réunions du groupe de travail spécial (au rythme d'une réunion tous les deux mois), une version préliminaire finalisée du protocole était disponible le 30 janvier 2003. Une réunion extraordinaire des Parties à la convention s'est tenue durant la conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (les 21 et 23 mai 2003 à Kiev en Ukraine) pour l'adoption et la signature du protocole.

III. Objectifs de l'amendement et du protocole

A. Premier amendement à la Convention

Le premier amendement à cette convention a pour objet de préciser la définition de la notion de « public », afin d'ouvrir aux organisations et autres associations non gouvernementales la possibilité de participer aux procédures d'évaluation, et de permettre aux États qui ne sont pas membres de la CEE-ONU de devenir Parties à la convention.

¹ Conformément à l'article 2 du Protocole, l'expression « plans et programmes » désigne les plans et programmes ainsi que les modifications relatives, qui :

a) sont prescrits par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives ;

b) et font l'objet d'un processus d'élaboration et/ou d'adoption par une autorité ou sont élaborés par une autorité aux fins d'adoption, suivant une procédure formelle, par le parlement ou le pouvoir exécutif.

² Source : <https://unece.org/fileadmin/DAM/env/documents/2001/cia/ece.mp.cia.4.f.pdf>

B. Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

Les objectifs du protocole énoncés à son article 1^{er} sont d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé humaine, et de contribuer à l'intégration de ces considérations aux mesures et instruments destinés à promouvoir le développement durable. A cette fin, le protocole prévoit un dispositif d'évaluation des effets sur l'environnement et sur la santé de certains plans et programmes. Ce dispositif comprend notamment :

- la détermination des plans et programmes concernés ;
- l'élaboration d'un rapport environnemental ;
- la mise en œuvre d'un processus de participation du public³ et de consultation des autorités responsables de l'environnement et de la santé, ainsi que des consultations transfrontières ;
- la prise en compte du rapport environnemental et des résultats du processus de participation du public et de consultation dans les plans et programmes concernés.

IV. Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'amendement et du protocole

A. Premier amendement à la convention

Cet amendement emporte des conséquences dans les domaines environnemental, juridique et social.

a) Conséquences environnementales

L'approbation du premier amendement à la convention d'Espoo emporte des conséquences environnementales.

En effet, cet amendement donne la possibilité d'étendre la portée de la convention à des États non membres de la CEE-ONU. Cette convention ainsi modifiée prévoit une évaluation environnementale, processus itératif initié par le maître d'ouvrage visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet, pour des activités à risque identifiées par domaine dans ces nouvelles zones géographiques, afin de gérer d'une façon transfrontalière et participative un nombre important d'activités potentiellement polluantes.

b) Conséquences juridiques

- Articulation avec le droit de l'Union européenne

Il convient d'indiquer que l'Union européenne a approuvé le premier amendement à la Convention d'Espoo par une décision du Conseil du 20 novembre 2007. Le considérant 5 de cette décision énonce que l'Union et les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre le dépôt des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

³ Ces dispositions sont principalement décrites à l'article 8 du protocole. Chaque Partie doit veiller à ce que le public ait la possibilité de participer de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, lorsque toutes les options sont encore envisageables, à l'évaluation stratégique environnementale des plans et programmes, ainsi que à l'élaboration du rapport environnemental. Les plans et programmes doivent aussi être diffusés et accessibles au public par voie électronique. Les dispositions précises que doivent prendre les Parties pour informer le public et consulter le public concerné sont définies dans l'Annexe V du protocole.

L'approbation du premier amendement est sans incidence sur le droit de l'Union européenne. En effet, la convention d'Espoo, y inclus ses deux amendements, est déjà transposée dans le droit de l'Union par le biais de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement⁴.

- Articulation avec le droit interne

L'approbation par la France du premier amendement ne nécessitera pas une transposition en droit interne de ses dispositions. En effet, les obligations relatives à la consultation transfrontière pour des projets soumis à évaluation environnementale ont déjà été intégrées dans le droit national par le biais de la transposition de la directive 2011/92/UE. Ces obligations se trouvent aux articles L. 122-1-1 et R. 122-10 et R. 123-27-1 à R. 123-33 du code de l'environnement.

c) Conséquences sociales

Comme tout dispositif d'évaluation environnementale, l'approbation de cet amendement permettra une amélioration du processus de décision. Il permet d'étendre les procédures applicables à la société civile, notamment les ONG, et à de nouvelles zones géographiques. En effet, les procédures applicables pourraient faire l'objet de consultations et publications : consultations du public via une enquête publique (articles L. 123-2 et suivants du code de l'environnement) ou une participation par voie électronique (article L. 123-19 du code de l'environnement), des autorités publiques responsables de l'environnement, et transfrontalières ; élaborations et diffusions de rapports environnementaux. Il emportera donc des conséquences positives d'un point de vue social.

B. Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

Ce protocole emporte des conséquences dans les domaines environnemental, économique, et juridique.

a) Conséquences environnementales

Le protocole additionnel prévoit un dispositif d'évaluation des effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de certains plans et programmes, comprenant l'élaboration d'un rapport environnemental. Ce dernier déterminera, décrira et évaluera les effets notables probables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ou du programme et des solutions de remplacement raisonnables. En outre, chaque Partie veillera à ce que les plans ou programmes adoptés tiennent compte des conclusions de ce rapport et des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs déterminés dans ce document. Il contribuera également à consolider la participation du public et des autorités publiques responsables de l'environnement et de la santé aux processus de décisions susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

⁴ [Directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011](#)

La mise en œuvre du protocole contribuera au développement de l'expertise dans le domaine de l'évaluation de l'impact sur l'environnement au sein des administrations concernées et des prestataires et bureaux d'études spécialisés dans les procédures d'évaluation environnementale. Ces dispositions sont déjà mises en œuvre par la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement⁵. La transposition de la directive en France a donc déjà conduit à développer ces compétences dans les administrations concernées.

b) Conséquences économiques

Le protocole devrait conduire à prévenir et réduire les coûts environnementaux, sans qu'il soit possible de définir précisément les bénéfices chiffrés attendus. En harmonisant les procédures applicables et les champs d'application, il permet d'éviter de trop grandes distorsions entre les Parties. Cependant, les procédures applicables pourraient faire l'objet de consultations et publications : participation du public, consultation des autorités transfrontalières et des autorités publiques responsables de l'environnement et de la santé ; élaborations et diffusions de rapports environnementaux.

En outre, l'application de ce protocole concernera des secteurs économiques ayant potentiellement des impacts transfrontaliers : l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie, y compris l'extraction minière, les transports, le développement régional, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou l'affectation des sols.

c) Conséquences juridiques

- Articulation avec les accords ou conventions internationales existantes

i) L'évaluation des effets probables sur l'environnement élargie aux plans et programmes

Le protocole prévoit de soumettre à une évaluation stratégique environnementale les plans et programmes élaborés et/ou adoptés par une autorité publique dans quatorze domaines qui définissent le cadre dans lequel les projets énumérés à l'annexe I seront mis en œuvre (l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie y compris l'extraction minière, les transports, le développement régional, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire et l'affectation des sols). Lorsqu'un plan ou un programme intervenant dans ces secteurs fixe le cadre de mise en œuvre d'un projet listé à l'annexe II, soumis en droit national à une étude d'impact, alors ce plan ou ce programme doit faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale.

Pour les autres plans et programmes, et pour les modifications mineures des deux premières catégories de plans et programmes, une évaluation stratégique et environnementale est menée si une Partie le décide, dans ce cas après avoir effectué une vérification préliminaire qui tienne compte des critères permettant de déterminer les effets notables probables sur l'environnement, tels que consignés dans l'annexe III.

⁵ [Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001](#)

ii) De nouveaux rapports environnementaux intégrant la santé et destiné à un large public

Les nouveaux rapports environnementaux

Pour déterminer le champ de l'évaluation de chaque plan ou programme comportant des risques pour l'environnement ou la santé humaine, les États parties adoptent des dispositions aux fins de choisir les informations pertinentes à consigner dans le rapport environnemental (voir art. 6, § 1). Ce dernier détermine, décrit et évalue les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé.

Il détermine les risques des plans et programmes étudiés, décrit leur mise en œuvre et propose des solutions de remplacement raisonnables (voir art. 7, § 2). Il comprend les informations spécifiques contenues dans l'Annexe IV⁶, qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, de l'état d'avancement du processus décisionnel, de l'intérêt du public et des besoins d'information de l'organe décisionnaire.

Une participation du public incluant les ONG

La participation du public inclut les ONG (voir art. 8, § 3). Chaque État partie au protocole veille à ce que le public ait la possibilité de donner son avis sur, d'une part, le projet de plan ou de programme et, d'autre part, le rapport environnemental élaboré par ses soins et ceci dans un délai raisonnable (voir art. 8, § 4)⁷.

⁶ 1. le contenu et les objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans ou programmes ;
2. les aspects pertinents de l'état de l'environnement, y compris de la santé, au moment considéré, et leur évolution probable si le plan ou le programme n'est pas mis en œuvre ;
3. les caractéristiques de l'environnement, y compris de la santé, dans les zones susceptibles d'être touchées de manière notable ;
4. les problèmes d'environnement, y compris de santé, liés au plan ou au programme ;
5. les objectifs en matière d'environnement, y compris de santé, établis au niveau international ou national ou à d'autres niveaux, qui sont pertinents pour le plan ou le programme, et la manière dont ces objectifs et d'autres considérations d'environnement, y compris de santé, ont été pris en considération lors de l'élaboration du plan ou du programme.
6. les effets sur l'environnement, y compris sur la santé ;
7. les mesures permettant de prévenir, de réduire ou d'atténuer tout effet négatif notable que la mise en œuvre du plan ou du programme pourrait avoir sur l'environnement, y compris sur la santé ;
8. les raisons qui ont présidé au choix des solutions de remplacement envisagées et une description de la manière dont l'évaluation a été entreprise, avec indication des difficultés qui ont été rencontrées – déficiences techniques ou lacunes dans les connaissances, par exemple – lorsqu'il s'est agi de fournir les informations à incorporer ;
9. les mesures envisagées pour suivre les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en œuvre du plan ou du programme ;
10. les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la santé, à l'échelle transfrontalière ;
11. les informations fournies, résumées en termes non techniques.

⁷ En droit français, selon les articles L.123-2 et L.123-19 du code de l'environnement, les plans et programmes font l'objet soit d'une enquête publique, soit d'une participation du public par voie électronique (PPVE). Les ONG sont comprises dans le public.

Cette participation du public élargie aux ONG est conforme à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, dite convention d'Aarhus⁸, qui prévoit, dans son article 2, alinéa 5, le public concerné : « *le public qui est touché ou qui risque d'être touché par les décisions prises en matière d'environnement ou qui a un intérêt à faire valoir à l'égard du processus décisionnel ; aux fins de la présente définition, les organisations non gouvernementales qui œuvrent en faveur de la protection de l'environnement et qui remplissent les conditions pouvant être requises en droit interne sont réputées avoir un intérêt* ».

L'article 15 du protocole indique d'ailleurs que ses dispositions s'appliquent « *sans préjudice de [...] la Convention de la CEE-ONU sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement* ».

- Articulation avec le droit de l'Union européenne

Il convient d'indiquer que l'Union européenne a approuvé le protocole de Kiev par une décision du Conseil n° 2008/871/CE du 20 octobre 2008 concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, du protocole à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement de la CEE-ONU dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale. Le considérant 3 de cette décision énonce que l'Union et les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre le dépôt, si possible simultanément, des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

L'approbation du protocole de Kiev ne conduira pas à des changements significatifs par rapport aux obligations de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ces textes ayant été négociés à la même époque. La directive impose que certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale. Cette évaluation permet notamment d'intégrer les considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de ces plans et programmes. Les services de la Commission européenne ont examiné leur compatibilité avant l'engagement de la procédure communautaire d'approbation du protocole. Il apparaît notamment sur certains points que le protocole, sans être en contradiction avec la directive, est davantage détaillé que celle-ci :

- les secteurs définissant le champ d'application du protocole sont les mêmes que ceux énumérés dans la directive 2001/42/CE ;
- le protocole insiste sur l'analyse des impacts sur la santé et la consultation des autorités ayant des responsabilités particulières dans le domaine de l'environnement et de la santé, la santé étant définie comme un sous-ensemble de l'environnement. Cette référence à la santé est une précision importante pour l'application des procédures d'évaluation environnementale des plans et programmes. L'inclusion de la santé dans le champ de l'environnement apparaît aussi dans les annexes de la directive 2001/42/CE. Cependant, l'article 13 du protocole demande à ce que « *chaque Partie s'efforce de veiller à ce que les préoccupations d'environnement, y compris de santé, soient prises en considération et intégrées, selon qu'il convient, dans le processus d'élaboration de ses projets de textes politiques ou législatifs qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, y compris sur la santé* ». Cette disposition, qui n'est qu'une recommandation dont les termes avaient été longuement négociés, n'implique pas de

⁸ Le 25 juin 1998, 46 États membres de la CEE-ONU, dont la France, et la Communauté européenne ont signé cette convention relative à l'accès à l'information, qui est entrée en vigueur le 30 octobre 2001.

transposition en droit de l'Union européenne. Par ailleurs, cette recommandation figure déjà, de manière très générale, à l'article 2 alinéa 7 de la convention d'Espoo ;

- la participation du public est renforcée dans le protocole. Cette participation est en particulier prévue lors des phases en amont de la détermination des plans et programmes soumis à évaluation environnementale et de cadrage préalable de l'évaluation (articles 5 alinéa 3 et 6 alinéa 3 du protocole). Le protocole reste toutefois peu prescriptif sur ce point, en prévoyant seulement que « *chaque Partie tâche de donner au public concerné la possibilité de participer* » à ces phases (dans la version anglaise : « *each Party shall endeavour to provide opportunities for the participation of the public concerned* »). La directive 2001/42/CE ne prévoit pas explicitement la consultation du public à ces phases, tout en précisant néanmoins que cette consultation doit commencer à un stade précoce de la procédure. L'annexe V du protocole énumère les éléments nécessaires à l'information du public. Le protocole prévoit également que le rapport environnemental doit tenir compte de l'intérêt du public (art. 7 alinéa 2) et que les résultats du suivi sont communiqués au public (art. 12 alinéa 2) ;
- le contenu de la notification lors de consultations transfrontières est un peu plus détaillé dans le protocole, mais sans entraîner des formalités supplémentaires à celles déjà inscrites dans la directive 2001/42/CE. Le protocole prévoit explicitement que les effets à l'échelle transfrontière doivent être repris dans le rapport environnemental.

La directive 2001/42/CE et les dispositions juridiques nationales relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ne font donc pas obstacle aux dispositions du protocole de Kiev.

S'agissant des éventuels transferts de données à caractère personnel, en application de l'article 10 de l'accord, ceux-ci sont appelés à s'inscrire dans le cadre des dispositions du règlement 2016/679, du 27 avril 2016⁹, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ou de la directive 2016/680, du 27 avril 2016¹⁰, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et de la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés¹¹.

⁹ [Règlement 2016/679 du 27 avril 2016](#)

¹⁰ [Directive 2016/680 du 27 avril 2016](#)

¹¹ [Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#)

- Articulation avec le droit interne

Les textes transposant la directive 2001/42/CE (ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004) ont été complétés à l'occasion de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement¹² et de l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes¹³, ainsi que du décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes¹⁴. Ces textes sont codifiés aux articles L. 122-4 à L. 122-11 et aux articles R. 122-17 à R. 122-23 du code de l'environnement.

Une adaptation en droit interne sera nécessaire afin d'intégrer la consultation des Parties au protocole de Kiev non membres de l'Union européenne (articles L. 122-8 et R. 122-22), comme c'est déjà le cas pour les dispositions se rapportant à la Convention d'Espoo (article R. 122-10).

V. État des signatures et ratifications

A. Premier amendement

Au 22 avril 2022, le premier amendement a été ratifié par 35 États parties¹⁵ : Albanie (12/05/06), Allemagne (08/08/02), Autriche (14/09/06), Azerbaïdjan (10/09/19), Biélorussie (23/03/11), Bulgarie (25/01/07), Canada (26/04/18), Croatie (11/02/09), Chypre (15/02/17), République tchèque (18/04/07), Danemark (25/07/17), Espagne (16/07/08), Estonie (12/04/10), Finlande (19/02/14), Grèce (02/11/18), Hongrie (29/05/09), Italie (18/07/16), Lettonie (23/03/16), Liechtenstein (12/05/15), Lituanie (22/03/11), Luxembourg (05/05/03), Malte (28/05/14), Monténégro (09/07/09), Norvège (24/02/10), Pays-Bas (14/04/09), Pologne (20/07/04), Portugal (22/05/15), République de Moldavie (15/03/16), Roumanie (16/11/06), Serbie (21/03/16), Slovaquie (29/05/08), Slovénie (25/03/14), Suède (30/03/06), Suisse (16/06/10) et Union européenne (18/01/08).

Le premier amendement à la convention est entré en vigueur le 26 août 2014. À la date de la dernière Conférence des Parties (8-11 décembre 2020 à Vilnius, en Lituanie), cinq Parties, qui étaient déjà Parties au moment de la signature du premier amendement le 27 février 2001, devaient encore le ratifier pour le rendre opérationnel, c'est-à-dire permettre l'adhésion d'États hors zone CEE-ONU, en application du b) de l'article 1^{er} de l'amendement à la convention d'Espoo.

L'approbation par la France n'emporte aucune conséquence quant à l'opérationnalité du premier amendement, la France étant en effet devenue Partie à la convention le 15 juin 2001.

L'ouverture de l'adhésion à des pays hors zone CEE-ONU pourra avoir des conséquences pour la Guyane, du fait de frontières terrestres avec le Brésil et le Suriname, si toutefois ces deux États décidaient d'adhérer à la convention d'Espoo. Aucune information n'est à ce jour disponible quant à l'intention de ces deux États d'adhérer à la convention d'Espoo.

¹² [Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement](#)

¹³ [Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes](#)

¹⁴ [Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes](#)

¹⁵ https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-4-a&chapter=27&clang=en

B. Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

Au 22 avril 2022, le protocole a été ratifié par 33 États parties¹⁶ : la Finlande (18/04/05), la République Tchèque (19/7/05), l'Albanie (2/12/05), la Suède (30/03/06), l'Allemagne (22/02/07), la Bulgarie (25/01/07), la Norvège (11/10/07), la Slovaquie (29/05/08), le Luxembourg (02/07/08), l'Union européenne (12/11/08), l'Espagne (24/09/09), la Croatie (06/10/09), le Monténégro (02/11/09), les Pays-Bas (08/12/09), la Roumanie (08/03/10), l'Autriche (23/03/10), l'Estonie (12/04/10), la Slovénie (23 avril 2010), la Serbie (8/7/10), la Hongrie (26/11/10), l'Arménie (24/01/11), la Lituanie (22/3/11), la Pologne (21/06/11), le Danemark (04/06/12), Portugal (04/09/12), Ancienne République Yougoslave de Macédoine (13/09/13), l'Ukraine (02/12/15), Malte (20/05/16), l'Italie (18/07/16), la Lettonie (28/03/16), la Bosnie Herzégovine (20/07/17), Chypre (15/02/17), la Moldavie (12/02/19).

Conformément à l'article 24 du protocole, ce dernier entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument d'approbation, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. En l'espèce, le seizième instrument d'approbation est celui de l'Estonie. Il a été déposé le 12 avril 2010. Ce protocole est donc entré en vigueur le 11 juillet 2010.

VI. **Déclarations ou réserves**

De la même manière que lors de la ratification de la convention d'Espoo, le Gouvernement de la République française a déclaré les éléments suivants pour le premier amendement et le protocole additionnel relatif à l'évaluation stratégique environnementale :

« 1 - dans ses relations avec les États membres de l'Union européenne, la France appliquera la convention et son protocole additionnel conformément aux règles internes de l'Union, y compris celles du traité Euratom ;

- lorsque l'information du public de la partie d'origine a lieu à l'occasion de la mise à disposition du public du rapport environnemental, la notification à la partie touchée par la partie d'origine doit être réalisée au plus tard en même temps que cette mise à disposition ;

- le premier amendement et le protocole impliquent qu'il appartient à chaque partie de pourvoir, sur son territoire, à la mise à disposition du public du rapport environnemental, à l'information du public et au recueil de ses observations, sauf arrangement bilatéral différent.

Il précise qu'au moment de l'entrée en vigueur du premier amendement et du protocole pour la France, les projets, plans ou programmes pour lesquels une demande d'autorisation ou d'approbation est requise et a déjà été soumise à l'autorité compétente ne sont pas soumis au premier amendement, ni au protocole.

2 - Le Gouvernement de la République française déclare que ni le premier amendement ni le protocole additionnel ne s'appliquent au territoire de Polynésie française. »

¹⁶ https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-4-b&chapter=27&clang=fr

